

## DE NOTRE DESTINÉE

## NOTRE ÉTAT COLONIAL

DANS notre article précédent nous avons entendu des voix autorisées, aussi bien canadiennes que bien catholiques, nous parler de nos relations avec notre métropole britannique et avec nos compatriotes d'origine autre que la nôtre. Par contre, d'autres voix se sont élevées parmi nous, voix non autorisées mais écoutées tout de même, qui ont prêché ouvertement qu'il parlait relâcher et même rompre le plus tôt possible les liens qui nous unissent à la métropole; qu'il fallait organiser et maintenir la lutte contre nos compatriotes de langue anglaise, même en nous associant aux éléments nouveaux venus dans notre pays. C'est ce que nous conseillaient ceux qui nous ont tant parlé d'abjection coloniale, ceux qui nous disaient que les difficultés scolaires contre notre langue suscitées en quelques provinces, faisaient de nous la nationalité la plus opprimée, que nous n'aurions rien à redouter de plus de la domination allemande.

A l'encontre de ces nouvelles directions qu'on a la prétention de nous imposer avec une certaine fureur belliqueuse, peu scrupuleuse en ses procédés de persuasion, nous croyons qu'il est grandement urgent toujours de résister, ne fut-ce que par une loyale et sérieuse discussion, à ce mouvement de sophismes et de passions, pour alléger les responsabilités de l'heure présente et pour sauvegarder l'avenir déjà trop compromis.

S'il a été possible, sans cesser de passer pour catholique irréprochable, de vilipender l'Angleterre et le gouvernement canadien, il doit être au moins toléré de dire que notre condition de Canadiens-Français catholiques nous paraît demander que nous acceptions loyalement et notre état colonial, et l'autorité de notre métropole et de notre pays. De ce que nous sommes notoirement un groupe national tout catholique, de ce que notre vocation nationale est bien liée aux intérêts de l'Eglise en notre pays, de ce que cette vocation est, pour une part importante, surnaturelle, il semble qu'il s'ensuit pour nous l'obligation plus étroite d'une loyauté absolue envers l'autorité civile du pays et de la métropole, d'une loyauté que ne devrait pouvoir atteindre aucun soupçon fondé.

Que notre état colonial ait été voulu par la Providence, qu'il soit absolument légitime, qu'il nous ait été même avantageux, c'est bien ce qu'ont redit les voix autorisées que nous avons citées et auxquelles nous pourrions en ajouter bien d'autres. Que le même état colonial nous soit encore actuellement profitable, à nous tout particulièrement Canadiens-Français, c'est bien encore ce qu'il est permis de constater et de dire avec plusieurs de nos compatriotes.

\* \* \*

Cette état comporte des devoirs, il exige même, surtout en ces années-ci, des sacrifices sensibles. Personne ne songe à le nier, comme personne ne saurait inventer une condition, un "status" politique, qui ne comporte pas de devoirs ni n'exige de sacrifices. Nos voisins des Etats-Unis sont indépendants depuis plus d'un siècle; ils se croyaient à l'abri des inconvénients de la vie politique européenne, et les voilà, eux aussi, obligés de supporter les lourdes charges de la guerre, de la guerre faite en Europe, de la guerre faite pour l'Europe... et pour l'Amérique. Avec plus de raison et de vérité que nous, ils pouvaient dire: "Nous sommes un peuple d'Amérique, nous pouvons nous suffire à nous-mêmes, nous n'avons pas à faire de sacrifices pour une cause européenne." Ils ont dû cependant, parce qu'ils sont forcément intéressés au sort de l'humanité et que leurs intérêts comme leur honneur étaient engagés dans un conflit originé en Europe, mais de conséquences mondiales, se mêler à la lutte, sans avoir la naïveté ni commettre la bétise d'attendre que l'ennemi vint les attaquer chez eux.

Ainsi et à plus forte raison nous a-t-il fallu accepter nos obligations militaires de pays britannique, ayant avec l'Europe un lien juridique de plus que n'en ont nos voisins des Etats-Unis. D'ailleurs au simple point de vue des obligations et des charges militaires, il n'est pas difficile de constater, pour qui n'ignore pas notre histoire et celle de nos voisins, que ceux-ci ont eu à supporter beaucoup plus que nous les sacrifices de guerres nombreuses et cruelles, depuis l'époque de leur indépendance.

Nous devons donc nous féliciter, comme nous l'avons fait bien des fois en de solennelles circonstances, d'être sujets britanniques. Mais d'être sujets britanniques nous oblige à être loyaux à notre métropole, à notre mère-patrie, à moins de renier nos professions de foi passées, à moins de donner le démenti aux voix les plus autorisées qui aient jamais parlé en notre nom. Car il faut bien tout de même nous en souvenir, nous ne sommes pas sujets britanniques seulement parce que le roi de France a cédé au roi d'Angleterre tous les droits de souveraineté qu'il avait sur les terres et les populations du Canada, nous le sommes aussi par la libre acceptation et même par le libre choix que nos pères ont fait depuis la conquête, et notamment à deux époques remarquables, où ils auraient pu opter pour l'indépendance avec les Etats-Unis.

Cette acceptation et ce choix nous engagent et